



COMPTE RENDU DU DÉBAT DU 27 avril 2025

LE DÉFI DÉMOCRATIQUE : quelle place pour le citoyen ?

(Dans le cadre du 2^e « Printemps citoyen »)

Débat préparé par Renaud, Jean-Michel Hu, Alain
CR Michèle, Nadia
Amphithéâtre du Lycée Joséphine Baker Hanches
120 personnes

En introduction du débat dont Yves Sintomer* était l'invité, les organisateurs ont projeté une courte vidéo qui définissait les termes majeurs de la démocratie (origine et fonctionnement).

Le débat a commencé par une intervention de Yves Sintomer qui a répondu ensuite aux nombreuses questions du public, selon les trois axes thématiques proposés. Les échanges nourris avec les participants ont été l'occasion de proposer au public divers aspects du fonctionnement démocratique et de l'implication des citoyens.

QU'EST-CE QUE LA DÉMOCRATIE ?

La conception de la démocratie proposée dans la vidéo est juste, mais dépassée, à trois niveaux.

Elle est d'abord ethnocentrée, en ce qu'elle s'appuie sur l'expérience européenne ou nord américaine, laissant entendre que la démocratie viendrait seulement de l'occident.

On en oublie d'autres luttes, comme la révolution Haïtienne, au début du 19^e siècle, qui a abouti à la décolonisation, a promu l'égalité entre les humains quelle que soit leur couleur de peau.

Par ailleurs, la démocratie est souvent présentée dans sa « face claire » mettant en valeur ses aspects positifs : droits de l'homme, institutions représentatives électorales, liberté de la presse, etc. On omet sa « face sombre », les moyens sur lesquels elle s'est construite (l'esclavage, les guerres à l'intérieur de l'espace européen, l'économie.) Pourtant, cette « face sombre » fait aussi partie de l'expérience démocratique.

Enfin, l'État social est fort peu abordé dans cette définition de la démocratie. La politique n'est pas coupée de l'économie, de la société. En démocratie, l'état social se doit de favoriser la grande majorité de la population et non seulement une élite.

La démocratie, telle qu'elle s'est construite après la 2^e guerre mondiale, a amorcé un âge d'or avec l'augmentation du niveau de vie, la stabilisation du système mais s'est aussi engagée dans l'accélération de la diffusion de gaz à effets de serres, dont on voit aujourd'hui les résultats sur la planète.. Or la démocratie n'est pas seulement celle des générations présentes mais aussi celles de l'avenir, et il faut s'interroger sur la manière dont on pourrait intégrer ces générations du futur dans la démocratie.

En conclusion, si cette définition n'est pas fausse, elle oublie des éléments importants. Elle n'est « universelle » que dans le cadre de notre expérience occidentale et la Démocratie ne peut être ramenée à un seul modèle.

Le problème des libertés est évoqué par les participants : défiance croissante envers une démocratie liée à la défense d'intérêts personnels plus que collectifs. ; le sens de la démocratie libérale, ; l'inégalité des libertés dans certains pays d'Asie.

La Chine a une histoire et un système politique très différents du nôtre, et il ne faut pas la juger par rapport à nos propres critères. D'autant que les informations qui nous en parviennent sont souvent négatives. Pourtant, elle a engagé des transformations fondamentales. C'est une voie de développement différente avec ses faces sombres et claires. En Chine, les personnes interrogées sur ce qu'est la démocratie évoquent en priorité la justice sociale, et le bien être économique, plus que les libertés. Une définition de la liberté se heurte inévitablement aux tensions entre liberté individuelle et liberté collective.

La question est comment peut-on construire cet intérêt général ? A travers le monopole d'élus et d'experts ? Comment le citoyen peut-il y prendre part ?

QUELLES MENACES SUR LA DÉMOCRATIE ?

La menace semble plus intérieure que géopolitique et peut s'exprimer à travers deux courants.

La montée d'un nationalisme populiste,, réactionnaire, qui s'appuie sur les craintes des citoyens, détourne des expériences réelles pour alimenter ses discours.

De l'autre côté, les défenseurs du statu quo., une élite coupée de la réalité vécue par la population.

Notre environnement géoéconomique a aussi changé. Après la 2^e guerre mondiale, l'Occident était au centre du monde et gérait les ressources, imaginées illimitées, de la planète.

Aujourd'hui, nous ne sommes plus dans le même modèle. Comme l'était auparavant l'Asie, nous sommes devenus une province du monde. Les décisions transnationales avec des acteurs technocratiques, comme le FMI,, le poids des GAFAM, nous ramènent à une situation où les décisions échappent aux Etats.

A un niveau plus national,, les parties de masse, Gauche/Droite, qui étaient les vecteurs de communication entre citoyens et décideurs, ont pratiquement disparu. Comment remplacer cet outil de communication central ? Les citoyens ne trouvent plus en eux de canaux efficaces de contre pouvoir : les syndicats sont affaiblis, la presse ne joue plus le rôle qu'elle a joué

Notre système est cassé tant économiquement, socialement que politiquement. Une rénovation fondamentale est nécessaire.

Des questions portent sur : l'adoption de lois liberticides pour protéger la sécurité des personnes , la baisse de l'engagement du citoyen dont la formation serait à renforcer , le modèle économique des grands médias, sources d'informations biaisées

Certaines lois sont effectivement liberticides. Mais, plus insidieusement, l'autocensure de plus en plus importante, dans un contexte international sensible, est aussi, une entrave à la liberté.

Quant à l'engagement citoyen, il est fondamental. Il passe évidemment par la formation et l'information. La concentration capitalistes des médias est à cet égard catastrophique, de même que l'usage des réseaux sociaux. La fiabilité de l'information reste incertaine mais... qui peut juger de la réalité d'une fake news ?

La difficulté de l'engagement citoyen, peut venir des outils mis en place, mais aussi de l'investissement qu'on leur demande. Un engagement constant est difficile. De plus, les espaces de participation doivent aboutir à des décisions et non des bavardages dénués d'effet. Enfin, il faut s'interroger sur les modes de participation des jeunes générations qui sont différents des nôtres (réseaux sociaux,). Ils ne sont peut être pas moins engagés. Seulement différemment..

Aujourd'hui, beaucoup de choses acquises sont remises en question. Avant, on pouvait perdre une « bataille » mais le sens de l'histoire était le bon. Ce n'est plus le cas.

LE RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

Il est important de changer les choses en s'appuyant sur nos expériences, en tenant compte de nos spécificités. Plusieurs axes de ce changement.

A l'échelle internationale, la COP fait apparaître un poids inégal entre les grands lobbys internationaux et les associations qui défendent la planète. Il est nécessaire de rééquilibrer ces forces.

Certaines institutions comme l'ONU, seraient aussi à repenser. Le conseil de sécurité est constitué essentiellement des pays victorieux après la 2e guerre mondiale. Aujourd'hui, que l'Inde n'ait pas la même voix au chapitre que la France n'est pas normal.

A l'échelle nationale ou locale, des expériences sont prometteuses. L'expérience de la Suisse qui permet à ses citoyens, 5 fois par an, de participer à des décisions importantes sur une quinzaine de sujets locaux (éolienne, système de transport national, système de retraites) est intéressante. Tout le monde n'y va pas systématiquement. Chacun y participe en fonction des informations qu'il détient ou de son intérêt.

Le tirage au sort, pourrait être aussi une réflexion. Des citoyens sont tirés au sort, et représentent la diversité de la population. Ils sont réunis sur un sujet, où des experts interviennent, où ils peuvent discuter entre eux, où des animateurs répartissent la parole. Ces discussions sont très riches.

La France n'a pas exploité le référendum d'initiative citoyenne demandé par les Gilets Jaunes. Ce projet aurait pu permettre à une nouvelle démocratie d'émerger. Notre problème étant que les référendums tendent à faire voter pour ou contre une personne et non pas en fonction du projet proposé. L'Initiative citoyenne engagée en France, si elle a été très riche en propositions, n'a pas néanmoins trouvé d'écho : ses propositions ont été tellement détricotées que le projet a perdu son sens.

Comment construire cette évolution ?

La convergence d'acteurs divers sur une volonté de changement, comme l'a été Mee Too, est un espoir.

L'implication des élus, à un échelon local, est aussi une piste de changement. En ce sens, il faudrait développer la participation sur des grands choix.

La mise en place de cette participation nécessite :

- . la prise en compte du temps et de l'intérêt que peuvent porter les citoyens au sujet,. Une implication longue dans le temps est génératrice de lassitude.. La gestion en projet est plus fructueuse.

- . une refonte d'outils de sollicitation aujourd'hui dépassés (enquête publique)

POUR CONCLURE

Les démocraties sont aujourd'hui confrontées à des bouleversements qui mettent en péril leur essence. Que ce soit au niveau international avec des développements géoéconomiques et politiques modifiant les rapports de forces mondiaux, ou à une échelle plus nationale à travers une défiance croissante des citoyens envers les gouvernements, trop coupés de la réalité. Néanmoins, des expériences encourageantes visant à associer le citoyen aux décisions, la convergence spontanée d'acteurs vers un changement profond de société,, ou le rejet de projets iniques, montrent que des voies sont possibles, du moins à un niveau national et local. Pourvu que l'on écoute le citoyen et qu'on lui donne la place qu'il mérite dans la démocratie....

** Yves Sintomer est politologue, professeur de sciences politiques à Paris VIII, chercheur au sein du Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris.*